- 18 septembre — Décision n° 605-D/VP/MFEP/MEN accordant une subvention aux écoles privées non confessionnelles de la République du Togo 653
- Arrêtés et décisions portant nominations, engagement, remises gracieuses, octroi d'allocation viagère, de secours après décès, de secours temporaire, révision et concessions de pensions de retraite et rectificatif à une précédente décision accordant allocations scolaires 653

**MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,
DES TRANSPORTS
ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS**

1964

- 14 septembre — Arrêté n° 17/MTP/Mines/EC portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public en vue de la construction d'une station de distribution de carburants en bordure de la route Lomé-Sokodé par la société AGIP à Atakpamé 660
- Décisions portant nominations, validation de services antérieurs, engagements, cessation de fonctions, constatation d'absence irrégulière, sanction disciplinaire et licenciements 661

MINISTERE DE LA JUSTICE

- Arrêtés portant désignation de représentants de l'Etat en justice 662

**MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE
ET DU TOURISME**

- Arrêté portant nomination 662

MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

- Décisions portant affectations, engagements et rectificatif à une précédente décision portant engagement 662

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

- Décisions portant promotion, autorisation de redoubler et reclassement 663

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

1964

- 15 septembre — Arrêté n° 4/MEN autorisant l'ouverture de la classe de 6^e B au collège protestant à Lomé 663
- 15 septembre — Arrêté n° 5/MEN autorisant l'ouverture de classes dans les écoles de la mission évangélique du Togo 664
- 15 septembre — Arrêté n° 6/MEN autorisant l'ouverture de nouvelles écoles par la mission évangélique pour l'année 1964-65 664
- Décision portant rétablissement de situation administrative.. 665

**MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

1964

- 7 septembre — Arrêté interministériel n° 280/MFP/EN fixant la liste de certaines grandes écoles dont les diplômes donnent accès aux cadres de la catégorie A — « Haute Spécialisation » 665

- 9 septembre — Arrêté n° 283/MTAS/FP portant modification de l'article 7 de l'arrêté n° 15/MTAS/FP du 6 décembre 1958 relatif au travail des enfants 666

- Arrêtés et décisions portant intégrations, titularisations, promotions, engagement, révision de situations administratives, abaissements d'échelon, maintien et mise en disponibilité, radiation, constatation de reprise de service, rappels à l'activité, rappel d'ancienneté pour services militaires, imputation budgétaire, licenciement, additifs et rectificatifs à de précédents arrêtés et décisions portant désignation de représentants du personnel au sein des commissions administratives paritaires et passages automatiques d'échelon 666

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

- Conservation de la propriété foncière (Avis de demande d'immatriculation) 672
- Récépissé de déclaration d'Association 674

**ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE**

DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N° 64-110 du 29-8-64 portant création d'une section de recherches agronomiques.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution de la République togolaise en date du 5 mai 1963 ;

Vu le décret n° 63-65 du 29 mai 1963 fixant les attributions du Ministre de l'Economie rurale ;

Sur proposition du Ministre de l'Economie rurale ;

Le conseil des Ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier — Il est créé, sous l'autorité du ministre de l'économie rurale, une section de recherches agronomiques qui s'intégrera dans l'institut de recherches togolais (IRTO) lors de la réorganisation de cet institut.

Art. 2 — La section de recherches agronomiques

a) — élabore et organise les programmes de recherches agronomiques en coopération avec les autres organismes de recherches du Togo, la direction du plan et les services techniques du ministère de l'économie rurale.

b) — assure les liaisons nécessaires avec les organismes étrangers similaires, notamment en vue des échanges de renseignements et de personnel.

Art. 3 — Le chef de la section de recherches agronomiques du Togo est nommé par décret sur proposition du ministre de l'économie rurale.

Art. 4 — Le ministre de l'économie rurale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 29 août 1964

N. Grunitzky

DECRET N° 64-111 du 1-9-64 fixant les droits du Grand Chancelier de l'Ordre du Mono en matière d'indemnité, de prestations en nature et de domesticité.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution de la République togolaise du 5 mai 1963 ;

Vu la loi n° 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono, modifiée par la loi du 31 décembre 1963 ;

Vu le décret n° 64-8 en date du 14 janvier 1964 portant nomination du Grand Chancelier de l'Ordre du Mono ;

Vu le décret n° 64-55 en date du 24 avril 1964 fixant l'indemnité à allouer au Grand Chancelier de l'Ordre du Mono ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le Grand Chancelier de l'Ordre du Mono pourra prétendre, lorsqu'il utilisera sa voiture personnelle pour les nécessités de ses fonctions, à une indemnité forfaitaire mensuelle de trente mille francs (30.000 frs) représentative de tous frais et exclusive de toute autre prestation.

Art. 2 — Les conditions d'installation et d'entretien de l'hôtel du Grand Chancelier sont fixées par les articles suivants :

Art. 3 — Il sera mis gratuitement à la disposition du Grand Chancelier un hôtel meublé dans les mêmes conditions que celles définies par l'article 4 du décret n° 56-17 du 7 décembre 1956.

Art. 4 — Sont à la charge du budget du Togo les dépenses d'entretien du mobilier de cet hôtel ainsi que les dépenses d'éclairage, de ventilation, de réfrigération, d'alimentation en eau et force électrique, de blanchissage du linge de maison (à l'exclusion du linge personnel), d'achat et d'entretien de l'habillement du personnel domestique, d'arrosage et d'entretien des jardins.

Art. 5 — L'effectif des gens de maison dont pourra disposer le Grand Chancelier est ainsi fixé :

Un boy-cuisinier

Un planton-jardinier

Art. 6 — Le ministre des finances est chargé de l'application du présent décret qui prend effet pour compter du 1^{er} mai 1964 et qui sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 1^{er} septembre 1964

N. Grunitzky

DECRET N° 64-112 du 2-9-64 portant création de primes de rendement au profit des personnels du service des postes et télécommunications.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;

Vu la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 portant statut général des fonctionnaires de la République du Togo, notamment son article 33 ;

Vu le décret n° 61-25 du 16 mars 1961 fixant le régime de la rémunération des fonctionnaires de la République togolaise, modifié par les décrets n° 61-63 du 21 juillet 1961 et n° 62-25 du 30 février 1962 ;

Vu le décret n° 61-26 du 16 mars 1961 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires accordées aux fonctionnaires de la République togolaise, notamment son article 41 ;

Vu le décret 61-62 du 21 juillet 1961 pris en exécution de l'article 21 du statut général des fonctionnaires et instituant les diverses catégories hiérarchiques de la fonction publique togolaise, leur organisation en grades, ainsi que leur échelonnement indiciaire, notamment son article 3 ;

Vu la loi ayant valeur de décret n° 57-33 du 4 juillet 1957, instituant une prime de rendement et une prime de productivité ;

Vu le décret n° 58-42 du 1^{er} avril 1958 fixant le régime d'indemnités du personnel des postes et télécommunications, et les modificatifs de ce décret,

DECRETE :

Article premier — Il est institué une prime de rendement au profit des personnels du service des postes et télécommunications.

Cette prime est allouée à l'ensemble du personnel du service.

Le montant total à répartir est calculé par application d'un pourcentage — variable selon le rendement du service — de la masse des rémunérations nettes payées au cours de l'année en cause.

La répartition est ensuite opérée en considération des rémunérations individuelles et des fonctions de chaque agent, compte tenu des temps de service effectifs.

Art. 2 — La prime de rendement est payée par trimestres échus :

— Les versements des trois premiers trimestres — de caractère provisionnel — sont effectués sur la base du rendement de la précédente année.

— Le dernier versement porte sur le reliquat ressortant des calculs effectués à partir des résultats globaux de l'année courante.

Si les calculs font ressortir des trop-perçus, les primes des trois premiers trimestres restent néanmoins acquises aux agents qui en ont bénéficié.

Art. 3 — Le pourcentage à appliquer pour le calcul du « montant total à répartir » est égal à un pourcentage forfaitaire de 10% diminué du rapport entre les dépenses globales de personnel et dix fois le total des recettes du service.

Pourcentage à appliquer =	10	dépenses globales de personnel
	100	
		10 x total des recettes